1823.

erves. L'effet qu'aurait sur les réserves de la Couronne une invasion du pays. Les avantages du plan projeté, qu'il approuve et qui ouvrira à la colonie une source vive d'approvisionnements venant de la mère-patrie. Allusion aux documents concernant la perception des loyers de la Couronne, etc. Critiques des rapports contenus dans les documents transmis sous pli. Demande que l'on ouvre un bureau de terres à Londres, donnant un état des cartes, etc., nécessaires pour fournir les renseignements. La difficulté de régler les ventes à Londres et au Canada respectivement. Transmet documents ayant trait à l'étude de la question des réserves de la Couronne.

Page 241

Sous pli. Documents n^{os} 1, 2 et 3.

255, 262, 275

281

Suivent les n^{os} 4 et 5.15 octobre,
Queenstown.

Maitland à Bathurst (n^o 106). Transmet la pétition du lieutenant James McGregor, de la milice. A la fin de la dernière guerre sept officiers de milice blessés ont obtenu des pensions, qui devaient être payées à même les fonds provinciaux. Ces pensions ont été payées pendant deux ou trois ans. En 1821 on a fait une modification à l'acte, sans établir cette année-là de disposition pour les pensions spéciales, mais on informa les officiers que leurs pensions seraient continuées, devant être payées à même les réserves de la Couronne à ceux qui présenteraient des certificats du Conseil. Le certificat a été refusé à M. McGregor à raison de la nature légère de la blessure, qui aurait pu facilement se guérir. On lui refusa un examen spécial et il se rendit à Québec, où Dalhousie nomma un conseil de médecins. L'importance de cette action, qui met de côté l'autorité d'un conseil provincial, et par laquelle la liste des pensions a été considérablement diminuée. McGregor avait aussi accordée des procurations à trois personnes pour le même paiement, et l'avait demandé aussi en personne. Il n'y avait pas lieu de faire rapport de la chose, attendu que le Conseil avait retiré le certificat, mais s'il en avait été fait rapport, nul doute que McGregor aurait été traité bien sévèrement.

282

Sous pli. Pétition de James McGregor pour le paiement de sa pension.

288

Procès-verbal d'une réunion du Conseil de médecins sur le cas du lieutenant James McGregor.

290

23 octobre,
Stamford.

Hillier à Clans. Contenue dans la lettre de Maitland à Bathurst du 1^{er} novembre.

1er novembre,
York.

Maitland à Bathurst (n^o 107). Récapitule la correspondance qui a eu lieu antérieurement au sujet de la réclamation des sauvages aux terres de la Grande-Rivière dont ils réclament comme leur droit une quantité additionnelle à celles qu'ils occupent actuellement. Doute que Kerr soit autorisé à représenter les opinions des sauvages. A peur des conséquences de donner aux sauvages les terres en franc-alleu, car ils pourront certainement perdre leurs terres par suite de leur ignorance et de leur prodigalité sans limites, ce dont les spéculateurs auraient été à même de profiter. Raisons alléguées par la plupart des sauvages pour refuser d'accepter le même titre à leurs terres que celui donné aux blancs. Leur exemption d'après les titres actuels des taxes municipales, ce qu'ils ne pourront éviter de payer si les titres sont changés, et ils ne pourront non plus empêcher que leurs terres ne soient vendues pour payer des dettes. Ces questions sont discutées par les sauvages, mais ceux qui sont en faveur du titre en franc-alleu accusent le département de les exciter. L'état de division des sauvages sur la question.

316

Sous pli. Hillier à Clans. Kerr et Brant, chef de la nation Mohawk, en qualité de délégués, ont renoncé de la part des Cinq-Nations à toutes prétentions aux terres récemment achetées des Chippewas, sur lesquelles les Cinq-Nations n'avaient aucun droit. Sa Majesté est favorable à la demande des Cinq-Nations pour une concession en franc-alleu des terres,